

## **Une agriculture qui rafraîchit la Terre**

### **Visite des mouvements paysans du sud de l'Inde**

*Simplest activistes solidaires, nous ne sommes nullement des experts - ni sur l'Inde, ni sur l'agriculture. Toutefois, comme nous avons eu le privilège de pouvoir visiter nos amis du mouvement paysan, et que ceux-ci ont pris le temps de nous expliquer et de nous accompagner, nous leur devons de partager cet aperçu d'une réalité et lutte extraordinaire.*

*Si, comme le dit La Via Campesina, l'agriculture paysanne rafraîchit la terre, c'est particulièrement le cas du « Zero budget natural farming » vers lequel retournent les paysans indiens: une agriculture sans produits pétroliers et qui de plus utilise moins d'eau – chose qui pourrait sauver des millions de vie par les temps arides qui nous attendent.*

*Olivier et Viviane, février-mars 2012*

Très généralement, on constate des parallèles avec la situation de l'agriculture ailleurs: D'un côté, l'avance impitoyable de Monsanto, de l'agri-business et des accaparements de terres provoqués par le libre échange. Les prix toujours plus bas du marché mondial continuent d'enfoncer les paysans dans l'endettement, acculant des milliers au suicide (en France aussi les suicides d'agriculteurs sont nombreux...). D'autres, comme nous l'avons aussi constaté en Ecuateur, vendent leur lopin à une plantation ou à un promoteur, pour échapper à une situation apparemment désespérée, pour acheter une éducation ou un mariage pour leurs enfants. Et finissent aussi comme manoeuvre – ou pire – dans un bidonville. Ici aussi, les premiers effets du changement climatique – sécheresses, inondations et imprévisibilité du mousson – se font sentir.

Il est en tout cas évident que les paysans ne peuvent s'en sortir par une meilleur productivité, ou en poursuivant sur le modèle actuel. Les petits paysans (la grande majorité des paysans ont moins de 2 ha.) sont déjà deux fois plus productifs à l'hectare que les grandes exploitations! D'ailleurs, ils utilisent aussi de fois plus d'irrigation, de semences hybrides et de pesticides<sup>1</sup>, stérilisant progressivement leur lopin dans un effort désespéré d'en tirer de quoi vivre. A présent, ils sont définitivement acculés entre les prix du marché à la baisse et la hausse du prix du pétrole, qui détermine ceux des engrais, de l'électricité, etc. Sur le marché, pas de salut!

Heureusement, ici aussi la lutte continue et des alternatives prometteuse se répandent!

- Assemblée du KRRS à Bangalore
- Un No work farm
- Un Zero budget farm
- Une fermière « bio »
- L'APVVU, syndicat des pecheurs, indigènes, paysans et ouvriers agricoles (sans-terre)
- Le Kerala, et quelques éléments généraux sur l'Inde

#### **Assemblée du KRRS à Bangalore**

Chukki Nanjundaswamy (membre du Comité du syndicat et fille de son très regretté fondateur et leader légendaire) et Luca, son mari, nous expliquent l'histoire récente du KRRS, organisation fameuse de plusieurs millions de paysans, connue pour son rôle essentiel dans la lutte contre l'OMC, ses actions directes contre les OGM et les transnationales. En 1999, un des lieutenants de Nanjundaswamy, Putanaiah, a provoqué une scission. Il voulait que le KRRS s'allie avec le BJP local et un autre parti pour les élections au Parlement. (Puisque 62 % de la population indienne est encore paysan, les leaders des mouvements paysans les partis politiques cherchent régulièrement à les récupérer et les dévoyer. Le KRRS avait un député à lui, mais Nanjundaswamy refusait toute alliance avec des partis.) Il y a peu de temps, les deux factions ont négocié une réunification, mais les disputes internes continuent au dépens des luttes et la mobilisation de la base. Chukki, qui est très directe, a publiquement critiqué ces chefs pour leur comportement destructeur. Chukki s'est retirée du Comité un moment pour se consacrer au projet de centre de formation d'Amrita Boumi, mais depuis peu elle est retourner travailler dans le comité, pour proposer un agenda et mener des actions. (La bonne nouvelle est que pendant notre séjour, les cadres de base du KRRS se sont révoltés contre les grands chefs, les renvoyant tous dos à dos et revendiquant un fonctionnement plus horizontal, une grande première!)

Chukki raconte quelques unes des dernières campagnes menées. Le KRRS a notamment bloqué des

---

1 <http://gurgaonworkersnews.wordpress.com/> , March 2012

ports contre des importations à bas prix. (Tous les prix agricoles continuent de chuter. C'est d'ailleurs surtout les fermiers qui produisent des « cash crops » pour le marché qui se suicident.) Un autre problème grave est l'augmentation du prix de l'électricité pour les pompes d'irrigation, sous l'effet de l'augmentation du prix du pétrole et de la privatisation partielle de l'électricité. A un moment, le KRRS a occupé pendant deux mois le bâtiment la direction de la compagnie électrique à Bangalore (d'abord à 5000, puis en se relayant), paralysant toute son activité. Cette action faisait suite à une campagne de boycott de l'électricité privatisée, débutée il y a plusieurs années. Les prix pour l'électricité triphasée, nécessaire pour actionner les pompes à eau, avaient pris l'ascenseur. De plus, ce courant (réservé à l'industrie de jour) n'est distribué aux paysans que la nuit, obligeant ainsi les paysans à se réveiller la nuit pour irriguer leurs cultures, avec aussi le risque de rencontres avec des serpents, araignées, scorpions, éléphants, etc... Le KRRS avait lancé le boycott du paiement, avec le slogan « On paye un service, on ne paye pas la torture! », apprenant en même temps à remettre l'électricité de façon sauvage. Mais maintenant, la compagnie essaie de porter plainte, notamment contre les leaders locaux. A la limite ils risquent la prison, mais de toute façon ils ne peuvent pas payer. L'ardoise pour des années d'électricité les mettraient en faillite. Chukki trouve que les leaders ne sont pas assez combatifs par rapport à cette situation, et apparemment la base aussi. En novembre, il y a eu une grande manif à Bangalore, mais quand les flics ont bloqué la marche, les dirigeants ne faisaient que des discours. Finalement, les paysans ont bloqué spontanément la route jusque à ce que le premier ministre vienne leur parler. Il a fait des promesses, non-tenues jusqu'ici.

Lundi 1 Février: Cérémonie désormais annuelle pour fêter l'anniversaire de Nanjundaswamy, une occasion aussi pour tenir une assemblée. Plus de 1200 paysans sont venus, foulard vert du KRRS au cou, squatant les trains (le KRRS ne paie jamais le train) de tous les coins de l'État. Chukki n'est pas contente, car on a invité le premier ministre du Karnataka et le ministre d'irrigation. L'idée de l'invitation est d'obliger ainsi le gouvernement de donner des rentes aux familles des paysans suicidés et de leur assurer des emplois réservés dans l'administration. Mais c'est une chose que Nanjundaswamy n'aurait jamais fait. Comme les ministres sont de surcroît du parti fondamentaliste BJP, je propose de commencer le petit discours que je dois faire en rappelant les « hallmarks » de l'Action Mondiale des Peuples (AMP), dont le deuxième spécifie son opposition aux « fondamentalismes de toutes les religions ». Chukki approuve. (Chukki nous explique aussi que pour comble de malheur, les familles des paysans suicidés incriminent souvent les veuves, car selon une superstition se serait elles qui auraient porté malheur à leurs maris!)

La cérémonie se déroule dans le Freedom Park, une sorte de centre de rencontres, un terrain vague en plein air où se trouvait autrefois une prison - dans laquelle Nanjundaswamy entre autres a été enfermé - et où sont dressés des sortes de caravansérails, des toits en tissus magnifiques assez grandes pour abriter un bon millier de personnes.

Quand on arrive, vers 11H, il y a déjà un conférencier qui parle des possibilités de générer de l'électricité à partir du biogaz. (Évidemment, pour les paysans ce serait mieux d'être producteurs que consommateurs de courant.)

Ensuite, une jeune femme, l'experte nationale sur la législation OGM, explique longuement les tares de la nouvelle loi de « régulation » des OGM actuellement en débat à Delhi, et les petites avancées de la résistance. Tare générale de la « démocratie » indienne : les lois ne sont proposées et débattues qu'en anglais, que comprennent même pas 1% des paysans ! De toute façon, la nouvelle loi prévoit que les décisions seront prises en secret et en petit comité, et que les demandes de compensation éventuelles des agriculteurs (il y en a eu des milliers à propos du premier transgénique, le BT coton) ne pourront être traitées que par un cour spécial à Delhi, à des milliers de kilomètres.

La conférencière rappelle le désastre du BT coton : les augmentations de rendement alléguées seraient du vent, car l'introduction du BT s'est faite en même temps que le passage à une semence hybride, et coïncidait avec une augmentation de l'irrigation. Surtout, le BT n'apporte rien, au contraire, si on cultive sans irrigation, chose que Monsanto a soigneusement cachée. Les moissons ratés que cela a provoqué ont multiplié monstrueusement le nombre de suicides. Enfin, la consommation de pesticides n'a pas baissé, alors que le BT coton incorpore justement un gène censé empoisonner les parasites. Par contre, il tue efficacement les chèvres qu'on nourrit normalement avec les déchets du coton! En attendant, 93% du coton d'Inde est maintenant produit avec le BT de Monsanto. Ici aussi, il y a une proposition de loi – heureusement bloquée depuis des années au parlement – pour rendre illégal l'échange de semences rustiques. Dans le contexte indien, une telle loi semble non-seulement scélérate, mais un peu surréaliste. La dictature des multinationales ne souffre pas d'exceptions!

Côté positif : ce désastre a fait que des avancées ont pu être opérées lors de la campagne contre l'introduction du Brinjal (aubergine) OGM. (Le Brinjal OGM, autorisé en 2009 a été ensuite bloqué par la résistance. En 2011, des études ont montré qu'il provoquait des malformations graves chez les rats.) Les États

ont acquis le droit de refuser les cultures expérimentales, et il y a eu un peu de consultation publique. Surtout il y a eu une décision au Parlement se basant sur le principe de précaution. Celui-ci avait déjà été invoqué par des tribunaux, mais jamais par le législatif. En bref, le combat continue. Le gouvernement continue de vouloir promouvoir les OGM. Selon l'oratrice, il faudrait effectivement une loi, car il y a un vide juridique dangereux, mais pas celle actuellement en discussion.

Puis, il y a une conférence qui traite du « zéro budget » dry-farming (agriculture autonome, sans intrants extérieurs : engrais, pesticides, voire semences et eau), vers laquelle les paysans du KRRS se tournent de plus en plus. Chukki nous raconte que cette technique mise au point par un fermier du Maharashtra, Subhash Palekar. Après des études d'agronomie, il a fait de l'agriculture « chimique » pendant 13 ans. Comme beaucoup, il a constaté que ses rendements, après avoir augmenté, se sont mis à baisser implacablement. Mais au lieu de s'enfoncer dans le piège, en intensifiant les traitements, il s'est souvenu de ses expériences de jeunesse avec les « tribals », les indigènes des forêts, vivant encore de la cueillette. Il s'est dit que les forêts, avec tous leurs fruits, se maintiennent éternellement, sans pesticides ni apports d'engrais. En 6 ans d'observation dans les forêts et d'expérimentation, et en s'inspirant des techniques agricoles traditionnelles, il a mis au point ses modèles de « zéro budget » farming, c'est à dire une agriculture ne requérant aucun intrant extérieur à la ferme. En 2004, à l'invitation du KRRS, il a présenté sa méthode à une assemblée de 16 fermiers. Un seul (voir ci-dessous) a été persuadé d'essayer, mais ses résultats ont été tellement spectaculaires que les paysans de tout l'État se sont mis à affluer et s'y mettre, car l'agriculture conventionnelle (de la « Revolution Verte ») accule de plus en plus de paysans à la faillite. Huit ans plus tard, Chukki estime qu'ils sont peut-être 50'000 uniquement au Karnataka. On prétend qu'en trois ans, les rendements de riz de qualité exportation atteignent le niveau des cultures utilisant les coûteux pesticides et autres intrants industriels, et que la terre redevenue vivante reste aussi productive pendant des décennies. Puisque le gouvernement ne fait rien, le KRRS a pris la chose en main, organisant des stages pour des milliers de fermiers. En avril, on prévoit encore un stage d'une semaine pour 6000 fermiers. L'objectif est de former un formateur pour chaque groupe de 5 villages. L'esprit du Swadeshi (principe d'autosuffisance du « village republic » de Gandhi) n'est pas mort ! Palekar estime qu'il y a aujourd'hui déjà 3 millions de paysans utilisant la méthode en Inde. En réalité, pas grand chose dans un pays qui compte plusieurs centaines de millions de paysans, mais la croissance est exponentielle.

A côté de l'agriculture pour l'exportation ou le marché national, se développe ainsi toute une gamme de projets « naturels » souvent portés par des néo-ruraux, des personnes éduquées qui décident de retourner à la ferme. Certains sont même des indiens émigrés aux Etats-Unis ou le Moyen Orient, frappés par la crise et qui reviennent au pays. (Comme mon voisin dans l'avion, technicien hardware chez Hewlett Packard, qui me confie qu'il a aussi un tel projet.) Ici, on distingue trois sortes de « natural farming », mais qui ont en commun certains principes, tels que la polyculture et le rejet des engrais et pesticides industriels: l'agriculture « organique » et généralement certifiée, où la terre est légèrement labourée et on utilise des produits « étrangers » comme le vermicompost ; la « zero budget farming », sans labour en profondeur, qui n'a besoin que d'une vache pour fertiliser sa terre et, finalement la « no work farm » (permaculture hardcore!).

Énergies alternatives, politique des semences et OGM, agriculture alternative, finalement, cette « cérémonie » pour Nanjundaswamy, qu'on imaginait un peu rituelle, se révèle être surtout une séance de formation populaire orale fort utile, car une grande partie du public ne peut sûrement pas lire.

On en arrive à la partie politique. Le premier ministre arrive, avec un magnifique sourire Colgate. Putanaiah, le président du KRRS, a justement dit aux médias que lui il avait toujours le sourire, alors que ses électeurs souffraient. Le PM débute donc son discours sans sourire, en disant que ces propos l'avait beaucoup blessé... Il dit encore beaucoup de belles choses que mon traducteur dit ne valent pas la peine de traduire, car paroles en l'air. Toutefois, quand on invite un groupe de veuves et orphelins des suicidés sur le podium, le PM est effectivement obligé de promettre une aide de l'État. Comme tous les médias sont témoins, ça pourrait se faire. Surtout que les élections se profilent.

D'autres orateurs interviennent : un acteur progressiste connu du cinéma du Karnataka, puis un swamiji (sorte de moine hindoue ayant fait vœux de célibat et pauvreté). Le KRRS est laïc, anti-caste et anti-brahman, mais on m'explique que ce swamiji, les a toujours soutenu et leur a même offert une maison pour leur bureau au centre de Bangalore, qui aurait pu lui rapporter beaucoup d'argent. Il fait un petit sermon, où il relève que la réconciliation des deux fractions du KRRS est très bien en principe, mais qu'il lui semble qu'il y a quand même des gens qui manquent à l'appel dans l'assemblée. Effectivement, un peu plus tard quelque deux cents autres paysans se rappellent. On nous apprendra plus tard qu'ils viennent de se faire relâcher par la police. Chandru, l'autre leader, a cru bon, non seulement de boycotter la réunion, mais aussi d'organiser une action en même temps. En tout cas, on ne dira pas qu'il n'y a pas de droit de tendance dans le KRRS !

Ensuite, mon voisin sur le podium, un type jovial avec un nez énorme, ressemblant à un personnage

de BD, fait beaucoup rire l'assemblée. On lui donnerait 40-50 ans. En fait, il a près de 80. Plus tard on m'explique que c'est un ancien collègue de Nanjundaswamy des années 90, quand les deux étaient députés (les deux des sans-parti, et souvent alliés pour emmerder l'establishment). La seule chose qu'on me traduit est une histoire politico-comique avec un petit air de mythe. Il raconte qu'il a reçu un téléphone il y a quelques jours de l'ancien Premier Ministre, mort depuis des années. Il lui raconte qu'il est au ciel avec toute la bande des anciens et que c'est super, vraiment mieux qu'en bas. Le seul problème, c'est qu'ils ont peur que Nanjundaswamy - toujours aussi excité – fasse trop chier Dieu, et que celui-ci renvoie tout le monde sur terre. Mais Nanjundaswamy les rassure en disant que le premier ministre céleste est nul, mais quand même moins mauvais que celui en poste en bas (pique pour le PM assis à deux chaises de lui)... Enfin, la chute de l'histoire est que les activistes morts semblent plus actifs que les activistes vivants (pique pour les actuels leaders, frères ennemis du KRRS). L'audience boit du lait.

Le ministre de l'irrigation et de l'eau se rapplique aussi, pour raconter comment il est allé à Davos et à la conférence mondiale sur l'eau en France, pour défendre le principe que « water is not for sale ! » ( en anglais dans le texte, ATTAC a fait des émules !). J'entends encore « WTO » mais mon traducteur n'écoute que d'une oreille. Il me traduit quand même en rigolant quand le ministre insiste que le mouvement paysan ne doit pas être politisé, qu'il doit garder son indépendance des partis. Visiblement, le BJP a peur que le KRRS donne une consigne de vote pour l'opposition !

Vient le moment des remises de prix. Moi et un autre monsieur, vieux paysan du Madya Pradesh, militant allié du KRRS de longue date, sommes installés au centre de l'estrade, avec des guirlandes de bois de santal. (A travers moi, cette honneur vise surtout le réseau de l'Action Mondiale des Peuples (AMP), dont le souvenir reste vivace en Inde.) On nous remet cérémonieusement une plaque commémorative et un magnifique sac rempli de variétés de graines et d'un peu de terre du Karnataka. Je dois tenir la plaque devant moi à deux mains pour la séance de photos. J'ai une impression de déjà vu... Mais oui ! C'est comme la photo quand on est arrêté, là aussi on doit tenir le carton avec son nom devant soi. Tout le monde se lève pour la photo et du coup Viviane est repérée. On la fait aussi monter sur l'estrade, et la décore d'un collier de fleurs de jasmin. Nous voici les deux, assis raides comme des piquets, couverts de fleurs, comme dans un mariage (Ça a pris du temps, mais elle a fini par se faire piéger!). Après, il y a une longue queue de militants méritants du KRRS, qui reçoivent aussi des sortes de trophées. C'est la fin de la cérémonie, des vieux paysans sympas viennent me serrer ma main entre les leurs.

### **Un « Zero budget farm »**

Nous partons visiter la ferme de Krishnappa, le pionnier du « zero budget farming » au Karnataka. En demandant le chemin dans une échoppe, Chukki est reconnue. Le marchand profite pour lui dire qu'elle doit faire cesser les luttes de fractions au sein du KRRS. Ce serait difficile d'esquiver l'héritage de Nanjundaswamy! Krishnappa nous reçoit dans sa petite maison villageoise, bâtie à l'ancienne en atrium à la sauce indienne. Il tient à nous raconter toute son histoire. Fils de fermier, ayant arrêté l'école à la fin du primaire, il cultivait du riz pour l'exportation avec fertilisant et pesticide, accumulant des dettes lors de mauvaises récoltes. Il y a 8 ans, il s'est retrouvé avec 1,5 millions de roupies de dettes. Il pensait au suicide quand il a assisté à un séminaire organisé par le KRRS sur le No budget natural farming, avec Palekar, l'initiateur de la méthode (<http://palekarzerobudgetnaturalfarming.com/aboutme.aspx> Nous avons aussi fait une petite vidéo bricolée de cette visite passionnante). Sur les 16 participants, il fut le seul à se lancer dans l'aventure. Aujourd'hui, il a remboursé presque toutes ses dettes, sortant 100.000 roupies par acre, sans avoir rien à y investir comme intrants. Les gens viennent le visiter de toute l'Inde et plus loin encore, les universitaires le regardent comme un interlocuteur et lui peut s'en moquer gentiment. Dignité et sérénité retrouvées, il est beau à voir au milieu de sa famille!

Nous allons visiter ses champs. Pieds nus et pantalon relevé, on s'enfonce dans les champs de riz et de cannes à sucre irrigués. On marche sur 3-4 km, barbotant dans boue en essayant de ne pas glisser dans l'eau boueuse d'irrigation de ses voisins.

Premier champ de cannes à sucre. La distance entre chaque lignes et rangées est fixée : 2m40 entre lignes, 60 cm entre chaque plante. Entre les lignes, des cultures associées : une rangée de légumineuse pour fixer l'azote, une rangée d'oignon ou d'ail pour capter « l'énergie cosmique » (générée par l'interaction des 5 éléments... théorie antique qui nous échappe, mais apparemment ça marche!) une rangée de légumes, une rangée de piments, une rangée d'œillets d'inde pour éloigner les nuisibles. Il nous dit que le mélange légumes et fleurs est aussi bénéfique « parce que c'est beau, parce qu'on peut vendre les fleurs et enfin parce qu'elles attirent les abeilles pour la pollinisation. »

Une fois que les cultures associées sont récoltées, le sol est recouvert de mulching. Pour cela, il ramasse aussi chez les voisins toutes les mauvaises herbes, tout les déchets des cannes à sucres qui seraient

brûlés sinon, ou arrosés d'herbicide. Une partie des plantes sont laissées en terre pour fournir les graines des prochaines semences.

A part la polyculture - côte à côte ou en couches verticales - la méthode repose sur « quatre roues » : l'eau (il n'en faut pas trop, mais au bon moment et au bon endroit) ; le mulching (avec des feuilles mortes, avec des couvertures vivantes ou en passant l'araire - le vieux soc en bois, qui arrache les mauvaises herbes en ne retournant que les premiers 10-15 centimètres) ; la préparation des semences ; et la fertilisation du sol. Ces deux dernières « roues » se font avec la « potion magique » Jiwamitra. Avec le Jiwamitra, une seule vache (la rustique indienne, les analyses montrent que son fumier est bien plus riche en vie microbienne!) suffit à fertiliser 30 acres (douze hectares), car il ne s'agit pas d'un apport de la matière, mais d'un apport microbien (un gramme de ce fumier rustique contiendrait de 30 à 50 milliards de microbes bénéfiques) qui re-active les cycles de vie dans la terre. (Krishnappa nous rappelle que la biomasse en sous-sol est bien plus grande que toute celle de la vie apparente en surface.) On mélange deux cents litres d'eau avec 10 kilos de fumier (le plus frais possible), 5-10 litres d'urine (la plus vieille possible), deux kilos de légumineuse en poudre (apport de protéines), une poignée de terre et 2 kilos de sucre de canne brut. (Palekar justifie le sucre en rappelant que les racines des arbres secrètent des sucres qui attirent des microbes utiles.) Le tout doit être brassé 3 fois par jour pendant deux jours, et utilisé dans la semaine, distribué parcimonieusement une fois par mois. Les résultats de cet apport homéopathique sont spectaculaires.

A 5 semaines, les cannes à sucre de Krishnappa sont deux à trois fois plus hautes que celles de ses voisins. Sans aucune dépense d'intrants, il a le même rendement, alors que ses rangées sont deux fois plus espacées. Et il peut manger ou vendre tout ce qui pousse entre elles ! Il nous fait constater comment cet espacement permet aussi au soleil de verdifier les cannes jusque en bas et ainsi limiter les parasites, qui sont aussi attaqués par les insectes alliés dans les cultures intercalées. La canne est d'un diamètre impressionnant (plus de 20cm de circonférence). Il nous montre aussi de la canne chétive en bordure de son lopin. C'est parce qu'elle reçoit trop d'eau de l'irrigation de son voisin. « Si une des quatre « roues » n'est pas juste, ça ne marche pas ! ».

Les économies d'eau de la méthode pourraient sauver des millions du désastre à mesure que le changement climatique assèche l'Inde (ça commence déjà selon les paysans). Viviane, qui est biologiste, est impressionnée par tous les savoirs que Krishnappa a développés en même temps que ses cultures : il nous explique les principes de la photosynthèse, la chimie des végétaux, tout en critiquant les savoirs sclérosés des universitaires qui défendent les pesticides.

Palekar et ses disciples sont aussi très critiques du « organic » farming (notre « bio »). A part la certification, mise sous tutelle qui les irrite, ils disent notamment que c'est plus long à mettre en marche, que le compostage fait plus de travail que le mulching sur place, sans parler du prix des engrais bio du commerce, encore plus chers que le chimique. Encore une entourloupe pour exploiter le paysan, selon eux. Ils sont surtout hostiles au vermicompostage, qui se fait ici avec des vers africains. D'une part ce sont des vers qui vivent dans la pourriture, pas de vrais vers de terre qui aèrent le sol. D'autre part, il paraît qu'ils concentrent fortement les métaux lourds et les rendent plus assimilables...

A côté de son champ, les cultures de ses voisins végètent dans des parcelles inondées. Pourtant, l'expérience de Krishnappa ne convainc pas ses voisins qui n'arrivent pas à penser cultiver autrement : les savoirs ancestraux ont été oubliés et les nouvelles pratiques sont décriées. Certains voisins sont convaincus qu'il doit mettre des engrais chimiques en secret...

Il nous emmène maintenant dans la partie boisée, à cinq étages : bananes, noix de coco, noix de bétel, citronnier et oranger forment la canopée, à l'étage plus bas les arbustes : café, cacao, drumstick (une sorte d'arbre à haricot), glycedia (un engrais vert); puis les rampants et grimpants : vanille, poivre, tumeric, gingembre, cardamome; et enfin par terre les légumes : courges, lentilles, etc.. Le tout organisé selon les recommandations précises de Palekar : des cocotiers tous les 12 mètres ; dans le carré qu'ils délimitent respectivement 528 cafetiers, arica nut, bananes, etc. ; 400 drumstick, 30 sweet lime, etc..., etc. C'est aussi précis que bien pensé. Pas d'arrachage de mauvaises herbes, et pourtant pas une seule en vue, car cette forêt utile absorbe déjà tous les rayons du soleil! La parcelle est protégée du côté du vent chaud par une bande de silver oak, tek, guava et grenade, qui font aussi barrière aux pestes. Celles-ci sont rares et Krishnappa peut tolérer de perdre une partie de la récolte, car il n'y a rien investi ! (Au besoin, Palekar prévoit aussi des pesticides maison, mélanges de neem, etc.) Nos pieds souffrent entre le sol dur et les fourmis rouges, le jour baisse, mais Krishnappa, qui fait pourtant presque quotidiennement cette présentation, n'arrête pas de parler avec passion. Il s'en excuse d'ailleurs, mais dit vouloir persuader le plus grand nombre, car tout seul on ne change rien et il n'en sortira pas. Il faut que toute la terre change! Il dit vouloir suivre l'exemple de gens comme Gandhi ou Nanjundaswamy, par contre « Personne ne gardera la photo de Tata ! » (l'homme le plus riche d'Inde). Montrant sa petite forêt, il nous confie encore « This is my meditation. It give me peace. »

Avant de partir, il tient aussi à aller parler à haute voix à un arbre de sweet lime. Il prétend que ça aide.

Il fait nuit quand on rentre en pataugeant dans la boue.

Chez lui, une réunion informelle se tient pour profiter de la présence de Chukki : les paysans du village veulent bloquer les routes le lendemain pour protester contre le fait que leur récolte de riz n'a pas été achetée comme d'habitude par le Kerala et que leur gouvernement ne fait rien : la récolte est en train de pourrir dans les hangars. Deux militants du KRRS, l'écharpe verte sur l'épaule, essayent de convaincre le flic en civil du coin de la légitimité de leur action. Il leur demande d'occuper un bureau à la place, mais on lui répond qu'il n'y en a pas dans le village...

### **Un « No work farm »**

Nous partons visiter la ferme (environ 2 hectares) de Kailash, un oncle de Chukki, qu'il appelle un « no work farm ». Dans un paysage asséché par le manque de pluie, de rizières et de bananeraies, on remarque tout de suite, la terre couverte de forêt désordonnée de Kailash. Il nous attend avec des jus de noix de coco qu'on boit avec des pailles faites de tiges de papayes.

Selon son principe, il s'agit non pas d'imposer un projet à la nature, mais d'accompagner, guider son processus naturel. Une agriculture sans labour, désherbage, intrants extérieurs ni pesticides. C'est avant tout un travail d'observation et de pousser les processus naturels dans un sens utile.

Kailash nous montre trois générations de bananiers dérivés à l'origine de graines hybrides, chacune plus grande que la précédente. Elles se sont ré-naturalisées, et sont devenues plus prolifiques et résistantes. Il fait de même avec ses papayes, etc., simplement en choisissant la plus belle pousse quand il éclaircit, et en retenant les graines des fruits les plus savoureux et des plantes les plus prolifiques. Selon les observations de Kailash, des semences productives dans sa terre ne le seront pas nécessairement chez un voisin, ou même à 50 mètres de là. Elles devront se ré-adapter! C'est vraiment la re-localisation radicale vs. Monsanto. On commence à comprendre pourquoi il y avait autrefois plusieurs milliers d'espèces de riz recensés en Inde...

Il privilégie la production de fruits, qui produisent toute l'année et avec moins de travail, justifiant son choix en disant que les primates sont des mangeurs de fruits. « Grains are for the birds ! ». Il observe quelles associations de plantes sont bénéfiques, quelle plante peut déplacer un envahisseur, en couvrant le sol sans entrer en compétition avec les besoins de ses cultures... Sans rajouter aucun fertilisant, même les organiques comme la bouse de vache, sa terre redevient vivante. Il nous tend une poignée de terre sablonneuse du chemin et une motte de terre prise à quelques mètres dans la zone « cultivée », humide et légère comme du « couscous ». La même démonstration que celle de l'agronome Bourguignon dans le film « Solutions locales pour un désordre global » - sauf qu'ici la belle terre vient d'une « forêt » reconstituée. Kailash nous dit qu'il utilise de moins en moins d'eau pour son irrigation (un système de goutte à goutte), parce que la terre n'est jamais dénudée (et même ombragée par plusieurs couches de végétation). Mais aussi parce que la terre elle-même est redevenue une énorme éponge. Il dit qu'à présent il y a plus d'un mètre d'épaisseur de terre organique, et nous en fait la démonstration, en plongeant d'un coup une barre de fer à cette profondeur. Il estime que 75% de l'eau qu'il pompe est « recyclée ». Seul 25 % viendrait d'ailleurs. Il pourrait irriguer plus, mais ne veut pas rendre les plantes dépendantes. Leurs racines doivent pénétrer en profondeur pour chercher l'eau, et les insectes ont besoin de périodes sèches pour se reproduire.

Quand je lui demande qu'est qu'il fait en cas d'attaque de parasite, il me répond « It is not my problem, it is the problem of the plant. ». Elle doit se défendre toute seule ou mourir. En ce cas, il choisira une pousse plus résistante. Il se réclame des anciens savoirs de l'Inde, mais aussi de Darwin!

Ce « non travail » requiert donc un immense travail d'observation et d'expérimentation et n'est sûrement pas aisément généralisable. D'autant plus que Kailash n'a jamais tiré l'ensemble de son revenu de sa terre, travaillant en ville comme employé de banque. Même maintenant, une grande partie de sa production repose sur la noix de bétel, qui se vend à bon prix et qui peut se garder en attendant le bon moment pour la vendre. Dans ce contexte, il peut se permettre de perdre une récolte de mangue sans être étranglé par l'endettement. Pourtant sa démarche, même si elle est très provocatrice, nous parle : nous allons arrêter de vouloir à tout prix faire pousser des tomates dans un endroit qui n'est pas approprié!

Par ailleurs, la provocation de Kailash est sans doute plus dans son discours que dans sa pratique. Par exemple, il a rendu fertile sa ferme son recours au fumier de vache, mais après il nous montre un autre champ qu'il vient d'acheter. Là, pour aller plus vite, il va planter des papayes avec une dose de fumier dans chaque trou. Mais il fera fuir le crabgrass (une mauvaise herbe envahisseuse) en semant autour une sorte de lentille qui étouffe. De plus, celle-ci fixe de l'azote et recouvre le sol, sans entrer autant trop en compétition avec les autres cultures – notamment pour l'eau. Ensuite il plantera des arbustes pour l'ombre, etc.

Il nous explique aussi qu'il ne faut pas retourner la terre autour des arbustes, pour désherber et rendre plus meuble le sol. En réalité, cette pratique le durcit, car elle détruit les racines et les corridors souterrains



des insectes qui le rende vraiment meuble. Il nous montre amoureusement les déjections de fourmis blanches sur les racines apparentes des arbres de bétel, en nous expliquant que ces fourmis sont capables de transformer directement le bois en compost, et qu'elles ne s'attaquent qu'au bois mort. De même il est ravi de voir cette sauterelle qui s'attaque à un jeune fruit de jacquier, car la plante va réagir en multipliant ses fruits.

Pour caractériser son attitude, le parallèle qui me vient à l'esprit est celui des pratiques réussies d'éducation active que j'ai pu observer en tant que chercheur. Là où l'enseignant traditionnel aspire vainement à travailler à partir d'une *tabula rasa*, d'aligner quasi militairement les esprits des élèves et leur dire ce qu'ils doivent penser pour produire un concept, les méthodes actives mettent en scène une diversité d'activités *plus ou moins* spontanées des élèves, et en comptant beaucoup sur les interactions entre eux. Là aussi, le discours provocateur parle souvent de laisser libre cours aux élèves, mais en réalité leur activité est savamment organisée, voire manipulée, et il y a des moments où l'enseignant n'hésite pas d'intervenir énergiquement. Les limites des deux méthodes doivent aussi être semblables. Surtout, dans les deux cas, il faut avoir une connaissance énorme concernant le processus complexe qu'on veut gérer, et une attention, une curiosité respectueuse pour le comportement de ses protégés. Kailash a son site : [www.the-anf.org](http://www.the-anf.org) et me passe deux vidéos réalisés sur son expérience.

Nous continuons notre route vers Amritha Boomi, la bien nommée terre éternelle : un projet de Nanjundaswamy que Chukki a repris à son compte : faire une ferme « modèle » associée avec une banque de semence, un centre de formation agricole et politique, une petite école, un lieu de vie... 60 ha de terre, un petit lac, 4 petits temples paysans. Une partie des terres achetées par Nanjundaswamy, d'autres données pour le projet, en tout 70 lopins tous avec un statut juridique différent. Cela fait plus que 4 ans que durent les démêlés juridiques pour clarifier le statut de ces terres, mais aujourd'hui le projet peut se mettre en branle et les fondations pour le centre de formation sont déjà creusées.

Au milieu du terrain, un monument formé de 2 courbes en pierre qui se rejoignent pour dessiner une feuille, abrite les cendres de Nanjundaswamy et sa femme. Chukki nous explique que ce monument a été choisi de préférence à d'autres projets, parce qu'il ne gaspille pas de terre. On pourra planter aussi à l'intérieur. C'est dire si la terre est chose précieuse en Inde.

Sur la route vers Amritha, nous traversons des villages contrôlés par le KRRS. Des pancartes vertes annoncent que les fermiers ont droit à un jour de congé (le lundi) où ils ne doivent pas être dérangés par l'administration; que ni la banque, ni les impôts, ni le service de recouvrement des dettes ne peuvent entrer chez les paysans sans leur permission, et qu'on ne peut s'entretenir avec eux qu'à certaines heures. Belle revanche sur les citadins, les paysans se sont donnés des heures de bureaux ! Pour faire respecter ces règles, les villageois du KRRS ont à l'occasion attaché les contrevenants quelques heures à un arbre.

### **Une fermière « bio »**

Rencontre avec Rajareega, qui a mis sur pied une ferme « organic ». Comme presque tous nos contacts activistes « paysans » en Inde, elle vient d'un milieu qui est autant urbain que agricole. En effet, le rapport entre fermiers et citadins semble différent qu'en Europe. On peut être un professionnel urbain et se considérer toujours fermier, parce que nos grands parents l'étaient et parce qu'on possède une vache, être avocat quatre jours par semaine et retourner cultiver son lopin le reste de la semaine. D'ailleurs dans les villes, certaines ruelles sont de véritables fermes, avec vaches, poules, chèvres qui fouillent les poubelles. Chukki aussi nous raconte l'histoire de son grand-père, avocat à la cour suprême, qui pendant une plaidoirie reçut la visite de sa vache en goguette ( il y en a toujours plein en ville). Elle ne repartit qu'après qu'il le lui ait gentiment demandé : l'homme qui murmurait à l'oreille des vaches.

Rajareega a fait de l'agronomie, mais son mari est médecin, son père - avec qui elle a monté la ferme - est enseignant à la retraite et son frère, qui vend une partie de sa production dans un magasin bio à Chennai, a fait des études d'ingénieur maritime. En dix ans elle dit avoir transformée un terrain pauvre et en friche en culture florissante (cultures de millet, deux sortes de lentilles, riz, mangues, riz, légumes, caoutchouc, jacquier, plus arbres de teck, santal, palmiers, etc...), certifié bio par une boîte allemande.

La ferme fait 50 acres – environ 20 hectares, une grande exploitation pour l'Inde - (la moitié était dans la famille, la moitié achetée à 5000\$ l'acre). Elle fournit un salaire fixe à six personnes (plus des saisonniers pour les récoltes) On se fait expliquer les différentes variétés d'engrais organiques: les « Karaisol » sont tous des mélanges de bouses de vaches, urine de vache et yogourt. Simple, c'est Amirtha Karaisol, mais on peut aussi y ajouter des fruits, des herbes médicinales (Five leaves Karaisol) ou - si on n'est pas végétarien - du porc, du poisson ou de l'œuf, du beurre.... Le plus riche semble être le Panchakarya, qui ajoute du lait et du ghee (beurre fondu). (Selon Chukki ces mélanges plus riches coûtent trop cher pour la plupart des paysans.) Il faut mélanger dans le sens des aiguilles d'une montre, puis dans l'autre sens chaque

jour en laissant reposer 35 jours... Avec une dizaine de litres on peut ainsi fertiliser plusieurs hectares. Elle utilise aussi le vermicompostage (que Chukki désapprouve, les vers étant importé d'Afrique.)

A part ça, elle pratique les cultures intercalées, des rotations très rapides (plusieurs par an passant du millet au lentilles, au riz, etc.) et le mulching (avec n'importe quels déchets ou avec deux couches différentes d'herbes médicinales). La terre n'est retournée que légèrement en surface, les mauvaises herbes sont coupées, pas arrachées. En gardant la terre toujours couverte on économise l'eau. Évidemment pas de pesticides artificiels. Elle a des plantes dont l'odeur éloigne les parasites. L'année dernière, une maladie a quand même détruit la récolte de ses trente manguiers, mais elle n'a pas bronché. « La nature ne nous appartient pas » dit-elle (en riant).

### **L'APVVU, syndicat des pêcheurs, indigènes, paysans et ouvriers agricoles (sans-terre)**

A Chennai (Etat d'Andhra Pradesh), nous retrouvons Raja Reddy, secrétaire syndical en charge des pêcheurs du syndicat Andhra Pradesh Vyavasaya Vruthidarula Union -APVVU, envoyé par notre ami Chennaiah pour nous accompagner vers les villages de pêcheurs, à 170Km plus au nord. Ils ont commencé à militer dans la région après le tsunami de 2007, tsunami qui non seulement a durement affecté toute cette région, mais a été suivi par des changements radicaux pour les villages côtiers. A l'époque du tsunami, déjà, des voix de Cassandre avaient prévu que le néo-libéralisme profiterait de la catastrophe pour déloger les villageois au profit d'hôtels de luxe et de projets industriels. En effet. D'abord le gouvernement a annoncé qu'il ne fallait plus habiter à moins de 7 kilomètres de la côte et qu'on construirait un mur sur des centaines de kilomètres, pur effet d'annonce, sans doute pour gagner du temps. Une loi de protection des côtes et des zones humides interdisait toute construction industrielle, à deux kilomètres de la mer, mais le gouvernement a proposé un Coastal Management Act, sorte de megaprojet, prévoyant une zone de développement industriel sur 600km de côte, les villageois, pêcheurs et tribals devant être déplacés, la terre donnée aux industriels privés : centrales thermiques, chimie, aciérie, plastique. Ce « coastal corridor » est aujourd'hui bloqué grâce à la mobilisation de l' APVVU (syndicat avec 470,000 membres, dont 55% de femmes) appuyé nationalement par le NAPM de Medha Patkar, mais le projet se réalise par endroits grâce à une autre « réforme » néolibérale, la loi sur les Special Economic Zones, qui permet de déclasser des zones agricoles ou autres, normalement protégés. Résultat, en moins de quatre ans un immense port industriel de 25 000 hectares a été construit près de Nellore, par où on importe du charbon d'Australie et de Malaisie pour des centrales thermiques, et on exporte de l'acier (miné illégalement par des membres du gouvernement dans des zones protégés!) vers l'Asie. 30 centrales électriques au charbon de plusieurs centaines de MW y ont été autorisées. L'APVVU a organisé la résistance : occupations, manifs avec intimidations et provocations policières cherchant « des guérilleros maoïstes », trois morts et l'inculpation d'une dizaine de personnes dont Raja Reddy, campagne nationale et actions juridiques... Enfin, pour l'instant 4 projets de centrales sont bloqués, mais une vingtaine sont toujours en projet et 5 ou 6 déjà en activité. (Privées, elles ne produisent de l'électricité que pour les industries. Pour la population, les coupures de courant sont incessantes.)

Résultat de ce « développement », une vingtaine de villages de pêcheurs n'ont plus accès à la mer. De toute façon l'eau est tellement polluée par les travaux, les gros bateaux et l'oxyde de fer que les poissons se font rares. Auparavant, un bateau ramenait de 500 à 1000Kg de poissons par jour, suffisamment pour nourrir 4 à 5 familles ; aujourd'hui la pêche ne dépasse pas 50kg. Des tribals vivaient aussi de la pêche dans une immense lagune, mais les travaux ont largement bouché les ouvertures vers la mer par lesquelles entraient eau salée et poissons, mettant aussi en danger une réserve ornithologique. Le gouvernement et les partis promettent de créer des ports pour les pêcheurs, des emplois dans les installations, des compensations... En réalité, ils jouent la montre en attendant que les locaux abandonnent les lieux. Parfait exemple, de ce « développement » qui détruit les moyens d'existence de milliers de personnes pour chaque « job » créé. De comment, on transforme la pauvreté en misère et désespoir.

L'APVVU, venu d'abord pour apporter des aides d'urgence (riz, filets et bateaux) après le Tsunami, essaie depuis d'organiser la résistance contre ce « tsunami permanent » de fabrication humaine.

Nous arrivons dans un des villages de tribals et de pêcheurs qui a été coupé de la mer (et bientôt de la route!) par les travaux. Quelques huttes, 2 ou 3 maisons en dur construites sur une immense dune de sable. A quelques kilomètres, les cheminées de 2 centrales thermiques. La plupart des villageois sont occupés à faire leur travaux « d'utilité publique », soit 100 jours de travail organisé par le gouvernement et payé soit-disant au salaire minimum (120 roupies par jour, 2 euros). Ce programme est lui-même le résultat d'années de mobilisations au niveau national, mais les gens doivent chaque fois se mobiliser pour le réclamer et ensuite revendiquer pour recevoir leur salaire de la part de fonctionnaires corrompus. Dans certaines régions, ce travail fait sens : réfection des routes, travaux agricoles... mais ici où rien ne pousse, où la mer n'est plus accessible, les tâches proposées sont absurdes : hommes et femmes creusent avec des pioches et des grands



bacs le sable de la dune pour le déplacer un peu plus loin ; ça nous évoque la blague du Sapeur Camembert à qui son sergent ordonne de creuser un 2ème trou pour mettre la terre du premier.

Une forte femme, responsable syndicale de la zone, fait asseoir les gens sur une bâche à l'ombre d'un arbre pour un meeting improvisé. On ne saisit rien aux débats, mais on comprend que les gens sont très fâchés. Avant ils croyaient encore dans les promesses d'emplois dans les centrales et espéraient pouvoir rester. Mais depuis que le syndicat a organisé une visite autour d'une centrale en fonction, ils ont compris le désastre : en particulier les maladies respiratoires attaquant particulièrement les vieux et les enfants. La compagnie promet de capter une partie des poussières dans un « dust pond », mais ils comprennent qu'elles aussi leur reviendront à travers la nappe phréatique. Certaines femmes trouvent un peu d'emploi dans les champs, mais pêcheurs et tribals ne connaissent rien à l'agriculture. De plus, ils ne reçoivent que 100 roupies (au lieu du SMIC de 120 – 2 euros - par jour) pour leur travail, et sans les compensations pour les outils ni pour la bouteille d'eau. L'argent est versé de façon très irrégulière, on leur reproche de ne pas tenir les cadences de travail. A la question que nous posons sur quels sont leurs désirs, ils ne savent pas vraiment répondre : ils suivront les mobilisations du syndicat, mais veulent avant tout survivre. Ce sont des tribals sans terre, et donc n'ont droit à aucune compensation. Nous repartons remplis d'un sentiment de grande tristesse : on a tout volé à ces gens, même l'espoir, même le droit d'avoir des rêves.

Plus loin, après avoir traversé plusieurs barrages de police qui gardent le port, on arrive à un village de pêcheurs. Certains d'entre eux ont reçu en compensation, 2 ans de revenus, mais plus de travail en perspective. Ils ont toujours été pêcheurs, comme leur père et grand-père et ne savent pas travailler la terre ou faire du petit commerce : ils boivent, jouent aux cartes, tandis que leur femme vont travailler comme nettoyeuse. Il y a peu cet endroit devait être un petit paradis ; aujourd'hui les grues du port, les montagnes de charbon, le sol à nu forment le nouveau paysage.

Seulement, une petite assemblée de femmes et d'enfants nous reçoivent, car le temps a manqué pour demander que le chef du village convoque à la réunion. De ce côté, les gens peuvent encore pêcher un peu dans le vieux canal Buckingham (relique coloniale) et ont obtenu qu'il ne soit pas complètement fermé du côté mer, pour permettre les marées d'arriver en partie et d'amener le poisson. Je fais rire les enfants comme des tordus en leur montrant les photos que je prends d'eux.

Plus loin le canal, plus ou moins embourbé, quelques bateaux attendent la marée ; certains reviennent avec leur prise : 1 kg de crevette pour une journée de pêche, qui leur rapportera 50 roupies. On n'ose pas dire que nous avons été arnaqué de 900 roupies pour 10 crevettes dans un bistrot pour touriste.

Nous les quittons, vaguement démoralisés, et admirant la détermination de Raja Reddy et le syndicat, car nous avons l'impression que pour ces villages au moins, aucune solution n'est vraiment acceptable. De plus, on comprend qu'organiser ces gens est difficile ; les tribals, tout autant que les pêcheurs se sont toujours sentis à part, vivant leur vie sans avoir de comptes à rendre à personne, sans rien demander aux autorités, et se méfiant de tout le monde. Par ailleurs, la bande côtière s'industrialise à vue d'oeuil. Chennai (12 millions d'habitants) multiplie les buildings en verre. Par là, les « resorts » (y compris « Palm Beach ») ont déjà chassé les pêcheurs. Reddy dit que la plupart des gens sur la côte ne pensent plus qu'au fric, alors qu'à l'intérieur ils sont encore prêts à mourir pour la terre. Enfin, la corruption des partis est totale. D'ailleurs, BJP et Congrès envoient régulièrement des ex-ministres en tête quand ils sont dans l'opposition. Et tout le monde, même la famille de Reddy, trouve normal de recevoir 1000 rupees de tous les partis avant chaque votation. A ce moment précis, comme pour illustrer son discours, la voiture est arrêté par un contrôle de police, qui fouille la porte-monnaie de Viviane (bon endroit pour ne rien trouver!), expliquant qu'il y a une election dans la région et qu'elle a déjà saisi 800,000 rupees dans la matinée.

Pour le syndicat c'est un vrai défi. Heureusement, plus loin du port la situation est moins désespérée. On nous raconte comment, après le tsunami, le syndicat a assisté des clans de tribals pêcheurs ayant perdu leurs tentes, emportées par la vague. Le syndicat a négocié avec l'État pour qu'une aide d'urgence leur soit alloué (nourriture, filets, et maisons) aide qui était d'abord refusé puisque ces nomades ne constituaient pas un village... (En effet, ces indigènes sont traditionnellement semi-nomades, un peu comme des gitans, en marge de tout.) Une liste de noms, maris et femmes fut constitué (ces populations ne sont pas annoncées à l'état civil). Les gens ont appris par cœur le nom (inventé) de leur « village », et les fonctionnaires invités à venir de le visiter ; mais le jour dit, les tribals étaient partis voir ailleurs ! Finalement, ils furent persuadés de rester au même endroit, pendant une semaine. Il resta cependant un problème pour les fonctionnaires : c'est que les femmes avaient entretemps changé de mari, chose très courant chez les tribals. Après d'âpres négociations, des fonds furent distribués pour construire des maisons en dur, dont les tribals ne voulaient pas vraiment car « la boue de cette maison je ne peux pas la manger, et le poisson ne sera pas toujours là. On va où se trouve du poisson ». Finalement, les maisons furent acceptées mais sans porte, car sinon « la déesse » (le vent de la mer, si on a bien compris) ne peut pas entrer et sortir ; les portes imposées par le modèle

gouvernemental ont été déposées et servent maintenant de lit. Chennaiah raconte son respect pour cette culture à part, des gens à la fois totalement démunis mais totalement libres - mais aussi son souci de les sédentariser pour que les enfants puissent être scolarisés. C'est une société de cueillette, sans terre, agriculture, maisons, ou bateaux, vivants surtout de la pêche dans les lagunes, grands mangeurs de rats. Ils ne font même aucune réserve de nourriture d'un jour à l'autre. Une société préhistorique aux portes de Chennai et de ses gratte-ciels. Luca a raison, l'Inde est vraiment un microcosme. Peut-être nulle part ailleurs peut-on trouver toutes les formes d'existence humaine (et tous les impacts du capitalisme) aussi dramatiquement rapprochés.

Comme l'école publique serait une simple torture pour cette minorité méprisée, ne connaissant pas la langue, etc., le syndicat a trouvé des enseignants volontaires qui sont venus, simplement leur lire des histoires, captivant ainsi l'attention des enfants. Après 18 mois, les parents ont décidé de « faire de l'ombre » pour les enfants et ont érigé une toit en palme pour école. Aujourd'hui, ils apprennent à lire, l'administration a été persuadée de rémunérer les enseignants, et les enfants sont logés collectivement quand leurs parents vont moissonner et vivre chez des fermiers de la région. Un exemple de la finesse avec laquelle le syndicat a gagné la confiance de ces gens farouches.

Autre belle histoire. Auparavant, les indigènes gagnaient quelques sous en coupant du petit bois sur des terres qui ont été allouées à Apache, une entreprise de chaussures taiwanaise. Au bout d'un moment, les indigènes disent au syndicat qu'ils veulent reprendre ces terres pour faire de l'agriculture, activité nouvelle pour eux. Devant leur insistance, Chennaiah leur conseille de faire une brèche dans le mur, pour voir. La boîte ne réagit pas. (Toutes ces usines se sont appropriées des centaines d'hectares en surplus, à des fins de spéculation. Dans certains cas la valeur du mètre carré peut augmenter 1000 fois...). Les indigènes se mettent à couper le bois et nettoyer. Plainte. Les flics arrivent avec les « propriétaires », mais les indigènes ne se laissent pas impressionner par un bout de papier. « Vous sortez d'où, vous ? Nous utilisons cet endroit depuis toujours ! C'est la déesse qui nous l'a donné ! » De son côté, le syndicat monte habilement la campagne dans les médias. Un journaliste du BBC fait connaître l'affaire. Ainsi, ils rencontrent le grand sportif « brand ambassador » de la marque. Celui-ci tombe amoureux des tribals et se met à prendre leur défense ! La boîte entre en négociation. Finalement, ils obtiennent 50 hectares de cette « zone industrielle » et se lancent comme agriculteurs...

Les pêcheurs ont d'autres modes de vie et d'organisation que les tribals, et les dalits (caste des « intouchables », généralement travailleurs agricoles sans terre) d'autres encore. Le syndicat essaye de s'adapter, donc chaque groupe est organisé de façon autonome dans le syndicat.

Chennaiah et sa femme sont des personnes adorables. Lui, ancien guérillero maoïste dans la clandestinité converti à l'action directe non-violente Gandhienne par Nanjundaswamy, s'active depuis plus de 25 ans à construire ce syndicat regroupant dalits sans terre, pêcheurs et tribals ; elle, ancienne enseignante, a mis sur pied une ONG qui intervient sur les mêmes thématiques. Elle me raconte que c'est son frère, un ami de Chennaiah, qui a arrangé son mariage, malgré l'opposition de sa famille : elle venait d'une caste plus haute que lui; elle était chrétienne, lui hindou athée; elle venait du Kerala, lui de l'Andra Pradesh. Elle a cependant écouté son frère et a rencontré son mari le jour du mariage. Aujourd'hui, ils ont l'air de beaucoup s'aimer.

Le principal mode d'action du syndicat pour les Dalits est l'occupation des terres, cela selon une stratégie très élaborée. En premier, on étudie le cadastre, on fait une enquête pour savoir quelles sont les terres appartenant au gouvernement que les propriétaires privés se sont accaparés illégalement (Plus de 50% des terres en Inde sont propriété du gouvernement, et devraient normalement être distribuées en priorité aux sans terre en lopins de 2 hectares, mais au moins le quart est détenu illégalement par des grands propriétaires. Selon Chennaiah, de quoi assurer la souveraineté alimentaire et la lutte contre la faim dans le pays. Sans parler des terres nominalement distribuées à des dalits qui font encore confiance au seigneur local pour les gérer...) On choisit soigneusement les cibles : le propriétaire doit être vraiment un grand propriétaire (1000 hectares ou plus). Il s'agit généralement de politiciens ou de leurs amis. Le propriétaire moyen (genre 30 hectares) n'est pas l'ennemi selon Chennaiah. Avec eux on peut discuter. En général, on s'arrange aussi pour occuper des terres quand le parti derrière le proprio est dans l'opposition. La répression est moins immédiate... Avant d'agir, les futurs occupants se portent partie civile auprès d'un juge (Chennaiah est avocat), ce qui bloque un ordre d'expulsion immédiat.

Le jour dit (ou plutôt la nuit de pleine lune), des centaines de dalits des villages autour occupent le terrain, qui est immédiatement labouré avec un tracteur offert par un syndicat canadien (impossible de louer un tracteur pour un tel travail) et semé ; il arrive que le proprio envoie des femmes pour lancer des pierres et du poivre contre les occupants, mais le conducteur du tracteur porte une casque de moto (tout est prévu!). En effet la loi interdit sous peine de prison de molester tant les femmes que les dalits. Les unes comme les autres peuvent donc porter plainte pour agression, même simulée. Donc pour attaquer en public des dalits, mieux

vaut utiliser des femmes!

Si pendant 3 ans on peut montrer que la terre a été travaillé par les occupants (pratiquant généralement le « moonlight harvesting »), et que le proprio détient la terre illégalement, alors elle leur revient. Depuis la naissance du syndicat en 1987, 210,000 acres de terres ont été ainsi obtenus pour des femmes sans-terre. Des fois, il y a négociation, l'APVVU laissant 20 % de la terre au propriétaire par gain de paix.

Sur la route nationale, Chennaiah nous fait remarquer les grands arbres de tamarins qui les ombragent, et nous raconte une autre lutte de l'APVVU digne d'une comédie italienne. Une loi spécifie que le droit de moissonner un de ces arbres, qui appartiennent évidemment à l'État, doit être cédé aux femmes sans-terre qui en font la demande. En réalité, eux aussi sont le plus souvent accaparés par des politiciens corrompus. Un jour, un fonctionnaire informe anonymement le syndicat que tel député en détient 500. Celui-ci envoie un journaliste courageux interviewer le député, à propos de cette loi, que le député évidemment défend énergiquement. La nuit suivante, 2000 personnes moissonnent toute la récolte des 500 arbres. A 6 H du matin, tout est déjà vendu sur le marché local. Le jour suivant, nouvel article du journaliste, annonçant que des paysans sans-terre, galvanisés par les déclarations du député, sont passés à l'action pour réclamer leurs droits ! Le député, noir de colère, ne peut évidemment rien dire, mais convoque le rédacteur en chef, pour exiger la tête du journaliste. Le rédacteur complimente le journaliste en privé, tout en lui demandant d'accepter une mutation dans une autre ville. Quelques mois plus tard, l'administration distribue les arbres à des sans-terre. Depuis, le syndicat réapproprie régulièrement des tamarins qui bordent les routes.

Chennaiah est comme ça : radical et courageux, mais aussi flexible et malin comme un singe. Le jour suivant, en quittant le village où le syndicat a fait ses débuts, il nous montre l'endroit où des proprios ont essayé de le tuer, une nuit qu'il se rendait à une assemblée. Ancien guérillero, il a réussi à remonter sur sa moto, malgré ses blessures, et rejoindre les dalits, qui s'emparent des proprios et les amènent à la police. A l'époque, ils auraient dû être relâchés tout de suite, mais à chaque audience une foule de dalits se présentaient devant la cour. Finalement, les proprios font trois mois de taule préventive et risquent une peine sévère. Mais Chennaiah décide que l'humiliation des trois mois suffit et accepte de retirer sa plainte. Sa modération a été payante, car aujourd'hui certains de ses agresseurs soutiennent le syndicat. Par contre quand des dalits ont été tués, l'APVVU est intransigeant pour obtenir des condamnations à vie.

Il nous amène dans un village rencontrer des dalits. Tous les hommes sont loin, mais c'est sans importance car ce sont les femmes qui sont les plus organisées. En effet, quand l'APVVU organise des occupations de terres, ce sont les femmes qui reçoivent les titres de la terre, car les hommes sont moins « sérieux », boivent, contractent des dettes.

Pour s'emparer de leurs lopins elles ont dû les occuper pendant 3 ans et faire la siége de l'administration en ville pendant 3 jours. Le premier type envoyé par le cadastre était un homme honnête. Les proprios l'ont fait muter en 24 heures. Le deuxième n'a tenu que trois mois, mais le syndicat n'a pas lâché prise. Depuis une année, elles ont leurs titres de propriété.

On nous reçoit sur le porche de la maison qui fait office de banque de semences ; des paniers pleins de grain (lentilles, millet, etc.) attendent les prochaines semailles. Une femme, la seule qui sait écrire, prend le procès-verbal dans un grand cahier. La présidente de l'association prend la parole, pour nous expliquer leur lutte, que maintenant chaque famille possède un acre (un peu moins d'un demi hectare...), mais que ce n'est pas suffisant (la subsistance pour 3 à 6 mois, selon l'année) et qu'elles en veulent 2. Que les proprios viennent les insulter, mais que maintenant elles se sentent fortes et peuvent leur répliquer. (Il y a à peine 20 ans, les dalits n'avaient même pas le droit de marcher avec des chaussures dans la rue du village...) Une fois un propriétaire est venu les menacer de mort, mais les dalits l'ont entouré et lui ont fait comprendre que c'était plutôt eux désormais qui pourraient faire ce genre de menaces.

Au niveau des villages (dans celui-ci il y a 30 familles Dalits) le syndicat est gérée par une assemblée se réunissant deux fois par mois, avec un comité de 7, dont 3 ou 4 femmes) Organisées par groupes de 20, avec - comme à chaque niveau de l'organisation - un leader de chaque sexe, des sous-groupes de travail de 5 personnes sont responsables d'une activité : banque de semences, production de médicaments ayurvédiques, banque communautaire, relations avec l'administration. Ainsi, une grande partie des membres prennent une part active à l'activité du syndicat. Le village a ses représentants (un homme et une femme) dans les délibérations du syndicat. Par rapport aux exigences de rendement dans les travaux d'intérêt publique, elles expliquent qu'il faut insister pour que les vieux puissent aussi y participer, même si leur rendement est moins élevé. Elles insistent aussi sur l'importance d'envoyer les enfants à l'école, alors qu'elles sont toutes analphabètes. Quand Olivier demande pourquoi ce sont les femmes qui s'organisent et possèdent la terre, une d'entre elles le fusille du regard, en répondant que « Toutes ces années, les hommes ont profité de nos forces, alors que nous, nous étions confinées dans la cuisine. Maintenant ça va changer ! ». Un peu plus tard elle

ajoute que de toute façon les femmes sont plus fortes « physically and mentally » !!!!

Elle me demande comment est la situation des femmes dans notre pays, et toutes jubilent quand j'affirme que les femmes travaillent trop dur avec le travail domestique et qu'il doit être partagé avec les hommes pour que les femmes aient le temps et l'énergie pour changer le monde.

Elles ont réalisés d'autres projets, créant un parc de 90 chèvres à partir d'un don de 5 (« Les hommes les auraient simplement bouffé ! ») ; l'obtention des journées de travaux d'intérêt public ; des mariages inter-castes réalisés malgré des menaces de mort ; mais disent qu'elles n'ont réalisé que « 5% » de ce qu'il y a à faire.

Nous repartons enchantés et revigorés par cette volonté de lutte et de changement.

### **La journée du 8 mars, assemblée de femmes dalits**

On se prépare pour l'assemblée des femmes du syndicat. Il faut attendre qu'elles rentrent de leur journée de travail pour qu'elles ne perdent pas un jour de salaire. Finalement vers midi on nous prévient qu'elles sont arrivées. Une assemblée de plus de 500 femmes (principalement des dalits, quelques tribals et quelques artisanes) assises par terre sous un grand dais, sur un des premiers terrains occupé, il y a plus de 25 ans. Sur l'estrade, Surya qui a organisé l'événement, la leader de la section femmes du syndicat, plus 5 autres leaders locales, Olivier et moi comme « invités d'honneur ». On a vérifié auparavant qu'aucun flic ne rodait autour de la manifestation pour ne pas risquer de perdre nos visas.

On ouvre officiellement la campagne de cette année, contre les examens pré-nataux en vue de l'avortement ou l'infanticide des petites filles, en présentant des affiches soigneusement enveloppées dans du papier cadeau. En effet, depuis quelque temps, les dalits tendent à reprendre la terrible coutume de la dot, qui - avec la société de consommation - se répand dans d'autres régions et castes. Les hommes demandent à leur future femme de leur payer une moto, un lit matrimonial, un frigo... des exigences de la belle-famille qui peuvent finir en tortures et assassinat. Du coup, la naissance d'une fille représente une lourde charge. La leader syndicale prend la parole pour dire que c'est impensable: Comment elles, qui s'organisent en tant que femmes, peuvent-elles tuer des futures femmes ? Combien parmi elles (même une responsable du syndicat paraît-il) ont accepté qu'un médecin pratique une échographie pour déterminer le sexe de l'enfant ? Combien se sont faites avorter ? On explique que l'affiche précise que la détection du sexe du fœtus est illégale, et que la femme, le médecin, mais aussi le mari qui la réclame sont tous punissables.

Une autre intervient pour dire que les ennemis ne sont pas seulement les landlords et les flics. L'ennemi est aussi intérieur, puisque nous-mêmes nous tuons des femmes ! Mais si nous avons trouvé la force pour obliger le chef de la police de venir au village nous écouter, si nous avons pu imposer la construction de la route, nous pouvons aussi décider ensemble d'arrêter cette chose atroce qui se passe parmi nous!

La journée sert aussi pour annoncer une nouvelle campagne nationale en faveur du Unorganised Workers Social Security Act, promu au niveau fédéral mais non appliqué dans l'État. Il s'agit de revaloriser les retraites trop faibles et revendiquer qu'elles soient données à chaque personne, et non par unité familiale. Enfin un congé maternité rétribué de 6 mois doit être mis sur pied.

Une autre leader, plus âgée, exprime sa fierté de voir toutes ces femmes réunies et organisées alors que dans sa jeunesse, les femmes étaient cloîtrées dans les maisons. Une autre rappelle qu'il y a vingt ans les dalits n'avaient même pas le droit d'entrer dans la ville de Chitoor toute proche! Elles avaient dû aussi défier leur famille, pour se joindre à la marche qui est entrée en ville pour porter plainte. Fièrement : « C'est le genre de chose que j'ai appris à faire dans l'organisation. » Une troisième dit qu'il faut obtenir l'éducation secondaire tout autant pour les filles que pour les garçons. Une autre rappelle qu'il y a 486 villages dans le district sans eau potable, mais combien n'ont pas leur débit d'alcool illégal ? « Pouvons-nous tolérer cela ? » La finesse de leur analyse de genre contre le patriarcat et leur niveau d'organisation nous frappent.

Difficile d'évoquer tous les sujets soulevés : une augmentation des rations de riz subventionnée, la violence domestique, les stérilisations conduites par des médecins qui affirment qu'elles ont un cancer à cause des pesticides, alors qu'elles pourraient se soigner, les lourdes charges domestiques alors que les hommes se prélassent . « We work from 5 in the morning to 10 at night. Our husbands stop at sundown, and beat us if they don't like the food ! ». « Nous devons lutter et nous organiser à partir d'une perspective de femmes, et ne pas nous laisser influencer par des valeurs patriarcales ». « Nous avons dû lutter vingt ans pour obtenir les journées d'emploi, la loi sur la violence domestique, etc. If we don't struggle, change won't come all by itself ! » « Quand j'étais jeune, on pensait que la place des femmes était à la cuisine, qu'elles n'avaient pas besoin d'instruction. We challenged that everywhere ! » Mais il faut aller plus loin, obtenir l'éducation supérieure! Une autre : Nous avons obtenu des choses, mais peut-on se contenter de ça ? Il faut aussi forcer le gouvernement à nous respecter !

C'est mon tour de prendre la parole. Je balbutie en anglais quelques slogans de base: la crise touche particulièrement les femmes, le partage nécessaire du travail domestique, la nécessité de devenir plus fortes et plus « méchantes ». Heureusement, Chennaiah traduit en brochant largement.

Olivier intervient également, presque ému aux larmes, rappelant que le partage domestique n'a pas été chose facile, qu'au début les hommes pensaient y perdre leur temps, mais qu'aujourd'hui il en a mesuré toute la richesse et le plaisir qu'on peut y trouver. Qu'il faut être inflexible avec leurs hommes, mais aussi patiente. Et l'espoir de changement du monde que représente une telle assemblée. Effectivement, c'est une manifestation sidérante de « empowerment », de mobilisation d'énergie et intelligence populaire.

Chennaiah demande à l'assemblée si elles peuvent imaginer partager ainsi les tâches domestiques. Rires et larges sourires. Une femme l'interpelle : « Ça fait si longtemps que tu n'es pas venu nous voir ! Nous as-tu oublié ? » Il l'a salué par son nom, et lui demande si elle ne veut pas chanter une de ses chansons. Spontanément, un quatuor se forme pour chanter une complainte contre la dot et le patriarcat, évoquant les misères qui se succèdent sitôt après la fête du mariage... Chennaiah fait crier quelques slogans, les femmes ont faim et se lèvent pour recevoir le repas offert par le syndicat. On se fraye un passage parmi les femmes, qui veulent qu'on les prenne en photo ou nous serrer la main. C'est la fin de la manifestation.

### **Le Kerala et quelques éléments généraux sur l'Inde**

Ravi, de l'Association of Coconut Growers et l'avocat des mouvements paysans du Kerala, nous reçoit aussi chez lui. Il décrit une situation assez contrastée, mais généralement assez mauvaise. Les mouvements paysans de masse d'il y a quelques années sont assez démobilisés et divisés par des récupérations des partis politiques. Les conséquences du libre échange et la concurrence étrangère sont une chute régulière des prix, l'endettement (15 paysans se sont suicidés depuis le début de 2012 dans une seule région du Kerala, Wyanad.) L'individualisme, la décadence de la famille élargie, la pression sur la foncier du développement des villes et de l'industrie ont fait que beaucoup de paysans n'y croient plus, vendent leur terre pour éduquer leurs enfants ou marier leurs filles.

Mais d'un autre côté, comme en Europe, il y a des jeunes qui recommencent à envisager de vivre de la terre. Certains paysans se regroupent pour essayer de transformer leurs produits pour pouvoir en tirer un revenu décent.

Ravi est assez pro-PC. Le Parti Communiste, traditionnellement très fort au Kerala, en a fait un des États les plus prospères, avec zéro analphabétisme, services publics, salaire minimum, etc. (4 mois de congé maternité!). Ravi prétend que ce sont les politiques les moins corrompus, et qu'ils élisent leurs cadres depuis la base avec toute une série d'instances depuis le plus local, en passant par le canton, la région, l'état, etc. Ils ont une politique assez positive pour les paysans : des prix de soutien minima pour les différents produits et des mesures pour réduire l'endettement. Quand la situation est devenue trop catastrophique le gouvernement a soit assumé les dettes des plus pauvres, soit supprimé les intérêts à payer.

Dès qu'on arrive au Kerala, on aperçoit des croix chrétiennes sur le dôme des églises, et un immense rassemblement des musulmans intégristes occupe le stade d'Ernakulam. Il semble que ces deux minorités religieuses sont de plus en plus influentes, achetant les ministres pour obtenir toujours plus d'espaces et droits. En formant une coalition, elles ont réussi à prendre récemment le pouvoir au PC. Entre autres, notre ami Ravi leur reproche d'avoir obtenu le droit d'ouvrir des universités privées. Comme celles-ci sont payantes, il dit que les médecins qui en sortent se font payer plus cher (pour rembourser leur investissement dans leur formation) et poussent les prix vers le haut. Cela dit, pour l'heure l'enseignement public reste à peu près gratuit, donc le Kerala n'est pas trop à plaindre ! Quant aux infirmières du privé, je lis dans le journal qu'elles ne gagnent qu'une fraction du salaire de celles du public, à peine de quoi survivre, et doivent rembourser 6 mois de salaire si elles se tirent. Pas étonnant qu'elles soient en grève.

Chez Ravi on rencontre Jagjid (?) ou Jini, une jeune indienne du Kenya, mariée en Australie qui fait une thèse sur la souveraineté alimentaire et nous parle d'autres expériences qu'elle a vu dans le Tamil Nadu, notamment de permaculture miraculeuse qui refertilise le sol, de récupération de techniques anciennes, de semences de millet. (Il semble que le riz blanc a pratiquement remplacé le millet, avec pour conséquence beaucoup de diabète.) Notre couple australien a organisé avec Ravi une visite dans une ferme de noix de coco. Nous sommes accompagnés par un jeune homme avec un charmant sourire et vêtu d'un dhoti immaculé, qui fait partie d'un mouvement paysan mais ne parle pas un mot d'anglais. Une jeune avocate féministe, Alinda, s'est déplacée de la ville voisine pour faire la traduction. Nous sommes toujours étonnés par la gentillesse et la disponibilité des indiens. Nous nous sommes fait promener dans les cultures d'écrevisses dans les backwaters.

Sur la route, aux drapeaux rouges du parti communiste qui bordent la chaussée, succèdent les drapeaux verts de l'islam. Alina a beau dire qu'il ne faut pas être parano sur la montée de l'islamisme, c'est

quand même un peu inquiétant. D'ailleurs, elle reconnaît, que dans sa jeunesse on ne voyait aucun tchador, alors qu'aujourd'hui on les remarque partout.

On visite un atelier de fabrication de chaux et de cordes de coco. Une économie où tout est récupérée, utilisée. Les coquillages, clams, pêchés au filet, une fois la chair enlevée (mangée ou vendue), sont brûlés avec du charbon de bois - dérivé d'écorces de noix de coco - et transformés en chaux. L'enveloppe de la coco est elle transformée en fibres tordues par les femmes des villages pour en faire des cordes.

Pendant notre séjour, il y a eu une grève générale dans toute l'Inde. Un succès historique, car le secteur informel s'est largement mobilisé, s'unissant pour la première fois aux travailleurs syndiqués du secteur formel, poussant leurs revendications pour un contrat de travail, contre les CDD, pour des avantages sociaux, pour un salaire minimum. Selon un leader syndical rencontré au Kerala, il y a eu 100 mio. de grévistes, dont 40 mio. du secteur formel, sur les 400 millions de travailleurs du pays. Il semble en tout cas qu'il y a une montée des luttes ouvrières. Un peu surprenant étant donné que pour la première fois la crise commence à ralentir sérieusement la croissance ici et en Chine. Je lis aussi des récits incroyables sur les luttes dans les zones industrielles autour de Delhi, racontés par un marxiste autonomiste allemand installé làbas (<http://gurgaonworkersnews.wordpress.com/>) : grèves sauvages, occupations d'usines, sièges de milliers de flics, sabotages et émeutes... Ses analyses ouvriéristes semblent tomber assez bien dans ce remake de l'Italie des années '70, avec des jeunes ouvriers OS arrivés des campagnes, inorganisés et débordant les syndicats. L'année dernière des grèves avec occupation et des grèves du zèle ont divisé la production automobile de Maruti-Suzuki en deux. Puis l'agitation s'est répandue à 10 autres usines de la zone avant que la direction ne cède. Elle a aussi décapité le mouvement, en persuadant les meneurs d'accepter des licenciements avec de forts dédommagements, mais certains s'en félicitent, disant que ça les apprendra de s'organiser de façon plus horizontale! Étonnant que des luttes aussi importantes ne soient pas plus connues en Occident, même dans nos milieux.

Enfin, quelques nouvelles diverses glanées dans la presse locale, qui nous ont frappés :

Les ouvriers d'une fonderie de New Delhi se sont mis en grève pour réclamer des jours de congé et de vacances. Cela fait 10 ans qu'ils n'avaient plus eu ni jours de congé ni vacances! Jusqu'en 2002, ils travaillaient en 3X8, avec jours de congé et vacances. A l'occasion de l'introduction d'une nouvelle technologie et l'arrivée d'ouvriers migrants bon marché, le proprio a imposé des horaires de 12H et supprimé les vacances et l'assurance médicale. Il fait tellement chaud près des laminoirs, qu'ils doivent s'arrêter toutes les demi heure pour boire un litre d'eau. Ils tiennent avec l'alcool. Après une semaine de grève, ils ont obtenus des jours de vacances.

Les dabawallas de Mumbay, ceux qui amènent les déjeuners préparés par les épouses dans les banlieues aux maris travaillant en ville, s'en sortent mieux. Ils sont 5000 à déplacer 200.000 déjeuners par jour dans des gamelles recouvertes d'un tissu de couleur spécifique avec des charrettes à bras. Ce secteur, qui existe depuis 100 ans est en pleine expansion. Ils gagnent plus qu'un maître d'école et quand le prince Charles a voulu les rencontrer, ils ont fixé leurs conditions : pas plus de 20 minutes (pour ne pas retarder les livraisons) et sur leur lieu choisi. Comme le mega-Bonheur des Dames flambant neuf que nous avons visité, avec ses dizaines de vendeurs, c'est bien la preuve que la rationalité économique suit des chemins aléatoires et finalement culturels. Les dabawallas viennent d'obtenir la certification ISO 9000, ils ont créé leur propre banque de crédit et pensent se mettre à l'informatique.

Dans les trains du Kerala, 10% des femmes qui voyagent se plaignent d'avoir été harcelées par les contrôleurs ou autre personnel du train.

Un léopard est entré dans un village, semant la panique. Un villageois courageux, habitué à les mater, l'a plaqué contre un rocher, 50 à 100 personnes « enthousiastes » se sont jetées dans la mêlée. Le léopard est mort étouffé et le courageux s'est retrouvé à l'hôpital. Ecrasé.

Côté institutions : les affaires de corruption n'en finissent pas et la police pratique presque systématiquement les exécutions extra-judiciaires. En particulier, contre les guerrillas maoïstes qui sont présents sur un tiers du territoire et en contrôlent des parties non-négligeables (essentiellement les forêts habitées par les populations indigènes). La semaine dernière la police a aussi assassiné cinq braqueurs surpris chez eux dans leur sommeil, provoquant quand même pas mal de protestations dans la presse. Certains ONG des droits de l'homme parle d'un Etat policier qui se met en place, les personnes détenues par l'armée ne bénéficiant d'aucun droit. Autre parallèle dans la mondialisation.

Recours à la cours suprême contre un jugement à New Delhi, déclarant licite l'homosexualité entre adultes consentants (malgré la loi anglaise datant de 1860). Les dirigeants chrétiens, hindus, etc., pour une fois se trouvent alliés...

A propos de bigots, trois ministres du parti fondamentaliste hindou BJP (dont celui de la Femme...) ont été pris en flagrant délit par une chaîne TV, en train de visionner un film porno sur leurs téléphones portables pendant un débat au Parlement sur la sécheresse. Ils ont protesté qu'ils croyaient voir un film sur des viols en Occident ! Les autorités du Parlement vont contrôler s'il existe un règlement à ce sujet autorisant des sanctions. En attendant, ils sont quand même démissionnaires.